

i

IUT PARIS DESCARTES – Département Informatique – Techniques d'expression – 2017-18 – Techniques d'Expression

1

ARTICLE 1 : TRIBUNE, de Jean-Claude Alt (médecin anesthésiste) et Benoît Muracciole (expert en armement), *Le Monde*, 14 août 2017, « Exportations d'armes : la France « oublie » les droits de l'homme »

Dans une tribune au « Monde », deux spécialistes de l'armement, qui s'appuient sur le dernier rapport du Parlement, soulignent que Paris vend des armes à de nombreux Etats qui ne remplissent pas les critères que la France s'est engagée à respecter.

Exercice : donnez des titres et sous-titre à chaque partie – restituer les phases clés de l'argumentation par un plan / rappel des idées forces dans une présentation powerpoint / Utilisez les questions de références P3QO3C ?

TRIBUNE. Une étude du récent rapport sur les exportations d'armes françaises du Parlement de 2017 montre une consolidation significative du chiffre de ces ventes, avec 14 milliards d'euros. La France conserve ainsi sa deuxième place d'exportateur d'armes dans le monde pour l'année 2016, mais elle donne de moins en moins le sentiment d'inscrire sa politique de vente dans une vision stratégique de respect des droits de l'homme et donc de paix, de sécurité.

En effet, les agréments de licences d'exportation à l'annexe 5 – document qui donne le ton de la politique du gouvernement français – mettent en lumière des autorisations de vente pour des destinations dont nous savons que ce matériel de guerre pourrait faciliter ou être utilisé pour une grave violation des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

C'est par exemple encore le cas de l'Egypte, où la répression contre les opposants au régime est implacable, avec plusieurs dizaines de milliers de personnes emprisonnées et torturées. Malgré cela, le gouvernement français continue d'autoriser la vente, notamment, de véhicules blindés type Sherpa, susceptibles d'être utilisés pour transporter les opposants vers la prison, les interrogatoires, ou d'être l'instrument de leur disparition.

Les sbires du colonel Kadhafi

Pire encore, l'accord donné à la société Amesys pour exporter du matériel d'écoute et de contrôle des communications – qui n'apparaît pas dans ce rapport, car les exportations de biens à double usage (civil et militaire) ne sont pas publiées – comporte le risque d'une

complicité du gouvernement français. En effet, c'est cette même société qui avait équipé les sbires du colonel Kadhafi pour l'aider dans la traque de ses adversaires, certains d'entre eux auraient été pris et torturés grâce à ce matériel.

Mais la liste des destinataires douteux ne s'arrête malheureusement pas à l'Égypte : l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Koweït, le Qatar, la Turquie... Ces pays sont de gros importateurs d'armes françaises, dont des navires, des avions de combat, des bombes, des torpilles, des roquettes... qui servent peut-être au blocus du Yémen et qui alimentent une guerre où la situation des civils est catastrophique, avec plus de 14 millions de personnes dans le besoin d'une aide d'urgence humanitaire. Les nombreuses alertes des ONG ainsi que des missions d'experts des Nations unies sur les crimes de guerre, les graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ne semblent pas avoir eu de prise sur les décisions du gouvernement précédent. Il doit en être autrement aujourd'hui.

CES PAYS SONT DE GROS IMPORTATEURS D'ARMES FRANÇAISES QUI SERVENT PEUT-ÊTRE AU BLOCUS DU YÉMEN ET QUI ALIMENTENT UNE GUERRE OÙ LA SITUATION DES CIVILS EST CATASTROPHIQUE

La régression dans le domaine de la transparence, l'absence de référence au traité sur le commerce des armes (TCA) des Nations unies dans le corps du texte du chapitre « Les principes de la politique française de contrôle » du rapport sont révélateurs d'un recul général dans le domaine du contrôle des exportations d'armes.

La mention de la « *position commune sur les exportations d'armes de l'Union européenne* » – qui s'inscrit pourtant selon notre Constitution à un degré inférieur dans la hiérarchie des normes par rapport aux traités internationaux – se substitue dans l'esprit du ministère en lieu et place du TCA, surprenante interprétation... La France est partie au traité sur le commerce des armes, depuis que la loi n° 2013-1202 du 23 décembre 2013 en a autorisé la ratification. Les gouvernements français sont donc tenus d'en respecter les articles 6 et 7, dont les critères « droits de l'homme » et « droit international humanitaire ».

Une politique hasardeuse

Car tout cela induit une politique d'exportation d'armes hasardeuse au plan politique, en particulier concernant le respect des droits de l'homme, ainsi que la paix et la sécurité internationale, qui sont « *interdépendants et se renforcent mutuellement* ». En outre, cette politique ne fait qu'augmenter le risque d'actes de terrorisme pour les populations. Nous savons aussi que ce sont les conflits, la pauvreté, le désespoir et l'humiliation qui sont les moteurs les plus sûrs du recrutement pour des actes de terrorisme.

Il est donc urgent de s'atteler à un aggiornamento sur ce que nous voulons de la France pour les trente années à venir, où les droits de l'homme pourraient constituer un des piliers du « *fondement de la sécurité collective* ».

Pour cela, un débat est nécessaire au sein du Parlement, comme dans beaucoup de pays exportateurs importants d'armes classiques, afin de mettre en lumière les enjeux de ce commerce. Ce débat favoriserait une transparence qui permettrait à la communauté française et internationale ainsi qu'aux Etats de mieux comprendre la politique française dans le domaine sensible des ventes d'armes, car, au fond, la question importante est la suivante : les exportations d'armes françaises favorisent-elles le respect des droits de l'homme, la sécurité et la paix internationale, ou au contraire les mettent-elles en danger ?

3

Jean-Claude Alt est médecin anesthésiste, membre d'Action sécurité éthique républicaines (ASER)

Benoît Muracciole est expert en transferts et usage des armes et en droits de l'homme. Il est président d'ASER, auteur de *Quelles frontières pour les armes*, éditions A. Pédone, 2016

Article 2 : Corée du Nord : « Ni résolution diplomatique ni conflit militaire », Le Monde, 15 août 2017, François Godement, professeur à Sciences Po Paris, juge que l'hypothèse d'une attaque non provoquée de la part de Pyongyang « relève de la fantaisie ».

L'historien François Godement est spécialiste de la Chine et des relations internationales en Asie. Directeur du programme Asie et Chine à l'European Council on Foreign Relations, il a fondé, en 2005, Asia Centre, un institut de recherche indépendant, dont il a assuré la présidence jusqu'en 2009. Il a publié notamment *Que veut la Chine ?* (éd. Odile Jacob, 2012).

Quel regard portez-vous sur la crise nord-coréenne ?

La crise que nous vivons actuellement entre la Corée du Nord et les Etats-Unis était attendue depuis une dizaine d'années. Si les progrès balistiques nord-coréens ont été plus rapides que prévu, le pays n'a jamais fondamentalement cédé face à quelque sanction internationale que ce soit. A court terme, il n'y a pas de résolution diplomatique possible, car celle-ci n'arrêtera pas le régime de Kim Jong-un. Quand la Corée du Nord dit qu'elle va procéder à des essais nucléaires ou balistiques, elle le fait.

Toutefois, cela ne veut pas dire que nous nous dirigeons vers un conflit militaire. L'actuelle situation de crise n'est pas nouvelle. Elle nous ramène à l'administration Bush, qui, comme Donald Trump, traçait des « lignes rouges » à ne pas franchir, puis les déplaçait quand la Corée du Nord les franchissait. Quant à l'administration Obama, elle a cru agir par le biais des sanctions.

Quelle est aujourd'hui la stratégie chinoise ?

La Chine a toujours été réactive et opportuniste, car son objectif premier reste le maintien du statu quo, ou à peu près. Devant les avancées nord-coréennes, la Chine cherche à minimiser l'effet domino

dans la région, d'où sa virulence à dénoncer l'installation de défense antimissile en Corée du Sud, et même les sanctions informelles prises contre Pyongyang. La Chine essaie aussi de positiver la crise : ce fut longtemps un moyen de valoriser son rôle potentiel auprès des Etats-Unis.

Mais la limite de ce rôle, c'est que la Chine ne veut pas d'un bouleversement dans la péninsule, et en particulier ne veut pas d'une chute du régime nord-coréen, aussi inamical soit-il à son endroit. Et c'est également le cas des Etats-Unis, qui, malgré leur rhétorique, ne souhaitent pas le renversement du régime, porteur de risques humains et économiques énormes. Le président Trump avait, après son élection, déclaré vouloir rencontrer le dictateur nord-coréen, ce que Bill Clinton lui-même n'avait pas fait en phase de détente relative.

Enfin, la Chine a moins de pouvoir que l'on ne pense sur la Corée du Nord, sauf à imposer un blocus complet, en particulier sur le pétrole. Kim Jong-un a étonnamment réussi à purger l'influence interne de la Chine, comme son grand-père Kim Il-sung l'avait fait en son temps.

Si confrontation il y a, de quel côté se placerait la Chine ?

Je ne pense pas que la Chine prendrait le risque d'un engagement comme dans la guerre de Corée. Elle assurerait une défense diplomatique, à l'ONU par exemple. L'hypothèse d'une attaque non provoquée de la part des Nord-Coréens relève de la fantaisie. Depuis toujours, ils défient leurs adversaires, mais c'est pour garantir la survie du régime.

La stratégie nord-coréenne est de menacer de dommages inacceptables son voisin sud-coréen, et pour cela, elle doit rester imprévisible. Mais passer à l'acte, ce serait se suicider devant des forces infiniment supérieures. C'est cet équilibre – un coût inacceptable pour la Corée du Sud et sans doute pour les Etats-Unis, la perspective d'une disparition du régime nord-coréen – qui constitue le sentier de survie du régime et de ses entreprises.

Les Etats-Unis peuvent-ils s'opposer à la Chine quant à la résolution de cette crise ?

La Chine a des demandes classiques : prudence et négociations directes entre Washington et Pyongyang. Elle en a aussi une nouvelle, à laquelle la Russie s'est jointe : échanger une pause nucléaire et balistique contre l'abandon par les Etats-Unis et leurs alliés de déploiements conventionnels. Mais l'abandon par les Etats-Unis d'une posture de défense de l'avant mettrait par terre toutes leurs alliances régionales – Corée du Sud et Japon ont besoin d'un soutien militaire et de dissuasion étendue.

La posture de la Chine est donc rhétorique, comme l'idée d'une reconnaissance rapide du régime nord-coréen, car jusqu'ici, la Corée du Nord n'a jamais appliqué le résultat de négociations sur le plan nucléaire. Par contre, les Etats-Unis sous Donald Trump inaugurent un levier nouveau : établir un lien entre leur attitude à l'égard de la Chine en matière de commerce et la persuasion que Pékin exerce effectivement sur Pyongyang.

Le calendrier des dernières semaines et les fuites orchestrées ces derniers jours sont éloquentes. Or le maintien des exportations chinoises est un objectif fondamental pour le pays qui pourrait bien équilibrer sa réticence à laisser la péninsule coréenne se bouleverser. Là où aucune administration américaine n'a réussi à faire changer la politique chinoise sur la Corée, l'administration Trump a obtenu, le 7 août, à l'ONU, un succès sans précédent en matière de sanctions, mais cela reste à vérifier sur le terrain.

5

Peut-on comprendre la logique nord-coréenne – se doter de l'arme nucléaire pour se protéger alors que celle-ci met le régime en danger ?

Le raisonnement de la Corée du Nord ne s'adresse pas qu'aux Etats-Unis mais aussi à la Chine. « *Vous, Chinois, possédez l'arme nucléaire. Pourquoi ne l'aurions-nous pas ?* », leur disaient-ils. Leur défi actuel suit le vote par la Chine des sanctions au Conseil de sécurité de l'ONU. Même la formulation précise par Pyongyang concernant les tirs à venir est un reproche à la Chine.

Les militaires nord-coréens déclarent vouloir tirer des missiles au-dessus du Japon et à 30-40 milles de l'île de Guam. Or, en 1996, la Chine a tiré au-dessus de Taïwan des missiles qui sont tombés à 23 et 35 milles des côtes de l'île. Brandir ces menaces en situation de faiblesse, c'est aussi rétablir un équilibre menacé avec l'espoir que les autres ne vont jamais aller au bout de leur réplique.

Comment voit-on la situation en Corée du Sud et au Japon ?

Le Japon et la Corée du Sud ont la même stratégie. Ils guettent et espèrent une fermeté américaine, et n'ont pas manqué de critiques contre l'administration Obama. Mais tout risque de conflit militaire les fait refluer : comment, dans une démocratie politique, envisager les pertes civiles incroyables dans les premières heures d'un tel conflit ? Comment, dans un Japon encore hanté par le fantôme des bombes atomiques, envisager un conflit nucléaire ? Ou même la pollution régionale qu'engendrerait un coup direct sur les installations nucléaires nord-coréennes ?

A cela s'ajoutent des nuances politiques : le président sud-coréen Moon a été porté au pouvoir par une gauche plutôt de tradition pacifiste. Le premier ministre japonais, Shinzo Abe, a décidé de jouer la carte américaine pour assurer la défense de son pays. C'est en Corée du Sud que la contradiction entre fermeté et crainte des conséquences est la plus forte.

Article 3 : reportage de Gilles Paris, 1^{er} août 2017, *Le Monde*, « Donald Trump, gendarme du monde »

Sur la Corée du Nord comme avec le Venezuela, le président des Etats-Unis a opté pour une posture interventionniste qu'il avait pourtant rejetée lors de sa campagne

Au quatrième jour de son escalade verbale avec la Corée du Nord, Donald Trump a résolument endossé un costume qu'il avait pourtant repoussé avec fermeté pendant la campagne présidentielle : celui de gendarme du monde. Le président des Etats-Unis, littéralement intarissable depuis qu'il s'est lancé dans cette joute périlleuse, a en effet choisi

ce registre en défendant une nouvelle fois son ton agressif vis-à-vis du régime de Kim Jong-un.

Interrogé dans son club de golf de Bedminster, dans le New Jersey – où il devait passer une partie des deux semaines de vacances initialement prévues –, sur les inquiétudes que ses déclarations belliqueuses pouvaient susciter en Corée du Sud, en première ligne face à Pyongyang, M. Trump a assuré que les habitants de ce pays « *se sentent certainement plus rassurés avec [lui] qu'avec, par le passé, d'autres présidents* ». « *Parce que personne n'a vraiment fait le travail qui aurait dû être accompli* », a-t-il jugé.

« *C'est pourquoi nous sommes dans cette situation horrible en ce moment, a-t-il poursuivi. Et c'est une très mauvaise situation. Une situation très dangereuse. Et cela ne continuera pas, je peux vous le dire* », a-t-il ajouté. « *Je pense donc que la Corée du Sud est très satisfaite. Vous ne mentionnez pas le Japon, mais je pense que le Japon est très content du travail que nous accomplissons. Je pense qu'ils sont très impressionnés par [notre]travail* », a-t-il indiqué au journaliste qui l'interrogeait.

Après l'annonce par la Corée du Nord de son projet de lancer des missiles au-dessus de l'Archipel en direction de l'île américaine de Guam, le Japon a déployé samedi 12 août son système de défense antimissile Patriot à Shimane, Hiroshima et Kochi, dans l'ouest du pays. Le déploiement devait aussi avoir lieu à Ehime, également dans l'ouest, a indiqué la chaîne de télévision publique japonaise NHK.

Déclarations iconoclastes

D'après l'annonce faite par Pyongyang, ces localités pourraient se trouver sur la trajectoire de missiles nord-coréens. Des images télévisées montraient samedi des véhicules militaires transportant, avant l'aube, des lanceurs et d'autres composants du système antimissile entrant dans une base militaire à Kochi.

M. Trump avait déjà battu en brèche la thèse d'une présidence tentée par l'isolationnisme en ordonnant, en avril, des frappes de missiles de croisière sur une base aérienne syrienne après une attaque chimique imputée au régime de Bachar Al-Assad. Les implications possibles de ses menaces dirigées vers Pyongyang dépassent cependant considérablement le périmètre de cette première intervention militaire.

Le ton adopté depuis le 8 août par le président américain lui permet aussi, ce qui reste sans doute fondamental à ses yeux, de se démarquer de son prédécesseur démocrate, Barack Obama, auquel il ne cesse de se mesurer.

M. Trump a ainsi assuré vendredi que des « *dizaines de millions d'Américains* » sont heureux qu'un président « *parle enfin haut et fort* ». Il a également minimisé les réactions suscitées par ses déclarations iconoclastes à répétition en les mettant sur le compte d'une opposition systématique. « *Mes détracteurs disent cela parce que c'est moi. Si quelqu'un d'autre disait exactement la même chose, ils diraient : "Quelle grande déclaration !"* », a-t-il assuré.

M. Trump était entouré vendredi du secrétaire d'Etat, Rex Tillerson, et de l'ambassadrice des Etats-Unis aux Nations unies (ONU), Nikki Haley, comme pour rééquilibrer la communication présidentielle au profit de la diplomatie. Le conseiller à la sécurité nationale du président, H. R. McMaster, très discret depuis le début de la semaine, était également présent.

Le matin même, M. Trump avait pourtant une nouvelle fois joué du registre militaire pour maintenir la pression sur Pyongyang, évoquant sur son compte Twitter des munitions chargées (« *locked and loaded* ») si la Corée du Nord mettait à exécution son projet de tirer des missiles en direction de l'île de Guam.

Manœuvres militaires

image: http://img.lemde.fr/2017/08/12/0/0/3500/2333/534/0/60/0/2ec10d8_3610-nzqe0b.etcgeng66r.jpg



M. Trump, qui devait s'entretenir dans la soirée avec son homologue chinois, Xi Jinping, semble faire à très court terme le pari qu'il peut sortir à son avantage de cette épreuve de force avec le régime de Kim Jong-un, notamment en imposant une ligne rouge à propos de Guam. Pyongyang a en effet évoqué un projet précis de tir de quatre missiles balistiques qui pourrait être mis à exécution dans les prochains jours. « *S'il fait quoi que ce soit visant Guam, ou un autre territoire américain, ou un allié des Etats-Unis, il le regrettera vraiment et il le regrettera rapidement* », a-t-il assuré vendredi.

Pour l'heure, les Etats-Unis n'ont adopté aucune mesure particulière liée à cette tension inédite, qu'il s'agisse des forces aéronavales dont ils disposent dans la région ou du sort des dizaines de milliers de leurs ressortissants présents en Corée du Sud ou au Japon, qu'il s'agisse de militaires ou de civils. Des manœuvres militaires conjointes avec la Corée du Sud restent par ailleurs prévues à partir du 21 août. Mais lors d'un entretien téléphonique avec le gouverneur de Guam, Eddie Calvo, M. Trump l'a « assuré » que « *les forces américaines sont prêtes à garantir la sûreté et la sécurité de la population de Guam, comme celle de l'ensemble des Etats-Unis* ».

Le régime nord-coréen ne donne, de son côté, aucun signe d'apaisement. Le site spécialisé 38 North de l'Institut Etats-Unis/Corée de l'université Johns Hopkins a ainsi publié vendredi des photos satellites qui pourraient attester de préparatifs pour un essai de missile mer-sol balistique. Les premières déclarations offensives de M. Trump avaient suivi de peu, mardi, la publication d'informations similaires.

La chaîne conservatrice Fox News avait ainsi fait état de menaces de Pyongyang contre des bâtiments de guerre américains. Invitée de la matinale de la chaîne, M^{me} Haley avait refusé de commenter des informations présentées comme « *classifiées* », dont elle avait regretté la « *fuite* ». Ces informations avaient été presque instantanément partagées sur son compte

Twitter par le président, pourtant prompt à dénoncer la publication d'informations confidentielles lorsqu'elles lui sont défavorables.

Article 4 : Pascale Krémer, *Le Monde magazine*, 9 juin 2017, « La petite mort de la conversation téléphonique »

8

Pour les ados, le téléphone sert à tout... sauf à téléphoner. Trop intime et intrusif, le coup de fil est devenu embarrassant.

Tendre un téléphone portable à l'adolescent. Lui dire que sa grand-mère est en ligne, qu'il serait gentil d'échanger avec elle quelques mots. Et observer la mine déconfite, le regard peu amène. Non pas qu'il déteste l'aïeule. C'est parler au téléphone qui le crispe.

Etrange constatation, que font aujourd'hui tous les parents. Le pré-ado qu'ils ont doté d'un smartphone dans l'espoir de le suivre à la trace ne décroche pas lorsqu'on l'appelle, n'écoute pas davantage ses messages. Le smartphone est devenu le prolongement de son bras mais jamais il ne le porte à l'oreille, jamais on ne l'entend converser. Le téléphone sert à tout, sauf à téléphoner. D'ailleurs, ce ne sont plus les « 06 » que cette génération s'échange, mais les pseudos de réseaux sociaux.

Un quart des détenteurs de portable n'appelle jamais

Dès le début de la décennie, la presse anglo-saxonne a décrit ce déclin des conversations téléphoniques particulièrement spectaculaire chez les jeunes. « *La génération textos ne partage pas le goût des baby-boomers pour la parole* », titrait le *Washington Post* en 2010, notant un plongeon des minutes-voix mensuelles chez les 18-34 ans. En 2016, *The Guardian* estimait qu'un quart des détenteurs de portable ne l'utilise jamais pour passer un coup de fil.

En France, s'ils n'évoquent pas encore la baisse, les spécialistes constatent clairement une stagnation des communications vocales qui n'avaient fait que croître jusque-là. « *Le mobile se substitue au fixe, les données à la voix*, résume Michel Combot, qui dirige la Fédération française des télécoms. *La stagnation des usages de la voix sur le portable est une tendance assez marquée depuis 2016, et accentuée chez les jeunes jusqu'à la tranche des 25-39 ans.* » Pour communiquer, ces derniers ont les moyens de privilégier l'Internet mobile : le taux d'équipement en smartphones atteint 95 % chez les 18-24 ans, 85 % pour les 12-17 ans, contre 65 % en moyenne dans l'ensemble de la population.

« QUAND TU COMMENCES UNE CONVERSATION, IL Y A TOUJOURS UN MALAISE. » MARTIN, 19 ANS

Désuette, pour eux, la conversation téléphonique. Elle est remplacée par les SMS et surtout les applications de messageries instantanées, souvent liées à un réseau social, qui permettent d'envoyer à un groupe des messages ludiques mêlant textes, images et vidéos – Facebook Messenger, WhatsApp, Snapchat, Instagram...

« *Je n'appelle jamais pour savoir si ça va bien. Ça, personne ne le fait plus depuis longtemps* », pose Martin, avec l'assurance de ses 19 ans. La preuve, selon lui : étudiant en cinéma, il lit dans les scénarios des copains des dialogues qui ressemblent davantage à des échanges de textos qu'à cette conversation dont ils sont si peu coutumiers.

Trois conversations en même temps sur messagerie instantanée

« *L'appel, tente, pédagogue, d'expliquer le jeune Parisien à plus vieux que lui, c'est juste en cas de besoin de réponse rapide.* » Bref, de nécessité absolue. « *Des choses compliquées à organiser pour mes études. Ou passer commande au Grec du coin.* » Car téléphoner est tout sauf un plaisir. « *Je n'aime pas l'attente avant la réponse, j'ai l'impression de m'imposer en appelant. J'ai peur que la personne pense "Pourquoi tu m'appelles alors que tu aurais pu envoyer un SMS?" Pour appeler, il faut une raison. Et puis, quand tu commences une conversation, il y a toujours un malaise. Alors qu'avec les messages on n'a pas à commencer, on continue.* »

« ILS ONT DES ÉCRITURES HYBRIDES, FAITES DE TEXTES, DESSINS, STICKERS, GIFS, ETC. » LAURENCE ALLARD, ENSEIGNANTE ET CHERCHEUSE EN SOCIOLOGIE DU NUMÉRIQUE

Intrusif, presque violent avec cette sonnerie qui retentit n'importe où, n'importe quand. Trop intime quand la voix dévoile tant. Présomptueux, puisqu'il impose réponse immédiate et attention exclusive... Aux yeux des jeunes, l'appel téléphonique a tous les défauts. Quand ils y consentent, c'est utilitaire (« *T'es où ?* ») et bref.

« *Les modalités de communication qu'ils privilégient leur permettent d'être asynchrones et multitâches,* remarque Nicolas Demassieux, directeur de la recherche d'Orange. *Les digital natives suivent trois conversations en même temps sur messagerie instantanée, en connexion permanente avec leur tribu.* »

« *Leurs voies d'accès aux autres sont tellement plus riches, plus créatives que la conversation téléphonique, qui leur semble archaïque. Ils ont des écritures hybrides, faites de textes, dessins, images animées, emoji, emoji animés, stickers, gifs, etc.* », décrit Laurence Allard, enseignante et chercheuse en sociologie du numérique. Monique Dagnaud, sociologue, auteure de *Génération Y. Les jeunes et les réseaux sociaux* (Presses de Science Po, 2013), y voit aussi « *une façon de maintenir l'autre à distance, de résister à l'invasion communicationnelle, de garder une maîtrise* ».

Un « printemps silencieux des relations humaines »

Avec son portable, Andréa, 15 ans, lycéenne dans les Hauts-de-Seine, n'appelle que ses parents. « *Si j'envoie un SMS, ils ne répondront pas forcément, ils ne sont pas toujours sur leur téléphone comme nous.* » Le coup de fil, franchement, elle « *préfère éviter* ». « *C'est plus facile une petite photo, quelques mots.* » Sa copine de classe Adèle, pourtant reine des pipelettes, est tout aussi « *mal à l'aise* » smartphone à l'oreille. « *Pas le temps de réfléchir* » à ce qu'elle veut dire. « *Et il y a toujours cette histoire de combler les vides.* »

Le monde d'Adèle, c'est Snapchat (« *J'envoie des Snap H24* »), sur lequel elle discute en continu avec sa cousine (« *Chaque jour, on obtient une "flamme", faut en avoir le plus possible comme preuve d'amitié* »), et WhatsApp (« *Avec la classe, on a un groupe* »). Quand sa mère tente de la joindre et qu'ensuite elle lit « Appel manqué » sur l'écran, elle frémit. « *Je me dis, meeeeerde, qu'est-ce que j'ai fait ?* »

Comme le recommandé au temps du courrier, le coup de téléphone, devenu rare, n'annonce rien de bon. « *Mes parents, une arnaque ou la pub* », énumère une internaute sur le forum de *MadmoiZelle*, magazine en ligne pour jeunes femmes. « *Je devais me renseigner sur un CAP, je préfère faire treize heures de route pour les portes ouvertes plutôt qu'appeler directement* », lit-on sur le même forum. La phobie n'est pas loin.

« *Les médias numériques les ont habitués à se soustraire à l'embarras des relations humaines directes* », regrette Sherry Turkle, psychosociologue au Massachusetts Institute of Technology, dans son livre *Reclaiming Conversation* (Penguin Press, 2015, non traduit).

Céline GUILLOT Cours d'Expression - IUT Paris Descartes – département informatique – Textes d'appui à l'exercice de présentation orale – avec support powerpoint

Selon elle, s'ouvre un « *printemps silencieux des relations humaines* ». Restera le bip des SMS et les questions aux

kl6pHlgw2.99